



CONTRAT DE PARTENARIAT INSTALLATEUR « PARTENAIRE AGIR PLUS D'EDF »

Conditions d'Application de l'offre Climatisation

Pour la promotion d'installation de climatiseurs performant dans le résidentiel et le tertiaire sur le territoire de Guyane à compter du 17 janvier 2019



Programme en faveur de la maîtrise de la Demande d'Energie piloté par le comité MDE de Guyane (Collectivité Territoriale de Guyane, DEAL, ADEME, EDF) et financé par l'Etat.

1 CONTEXTE ET OBJET DE L'OFFRE CLIMATISATION

Le caractère électrique insulaire de la Guyane, ses contraintes géographiques, les limites de ses infrastructures portuaires et routières, imposent le recours à des solutions technologiques spécifiques, à l'origine de coûts de production d'électricité sensiblement plus élevés qu'en métropole continentale. Pour réduire ces surcoûts de production et les charges de service public de l'énergie (SPE) qui financent la péréquation tarifaire dans ces zones, la loi de finances rectificative pour 2012, en modifiant l'article L. 121-7 du code de l'énergie, a étendu le périmètre des coûts relevant des charges de SPE aux coûts supportés dans les ZNI par EDF du fait de la mise en œuvre d'actions de maîtrise de la demande d'électricité (MDE), dans la limite des surcoûts de production qu'elles permettent d'éviter.

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a recommandé à la collectivité Territoriale de Guyane de constituer avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), EDF et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) un comité territorial consacré à la MDE. Ce Comité MDE a transmis à la CRE un dossier d'analyse des actions de MDE susceptibles d'être déployées dans le territoire. Ce dossier contient pour chaque action les éléments nécessaires à l'évaluation de la prime optimale à verser aux clients pour sa mise en œuvre ainsi que ceux qui justifient que la solution technique envisagée pour l'action de maîtrise de la demande considérée soit parmi les meilleures techniques disponibles au regard à la fois du nombre de kilowattheures évités, du coût par kilowattheure évité et de la durée de l'action envisagée.

Au regard de ce dossier la CRE a adopté un cadre territorial de compensation qui définit les actions retenues et leurs caractéristiques (nature de l'action, primes optimales, clients concernées, niveau de performance, ...). Ce cadre intègre et complète le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour les actions relevant également de ce dispositif.

L'offre Climatisation s'inscrit dans cette démarche.

La nature et le niveau d'exigence sont la meilleure réponse aux attentes des clients soucieux d'une réalisation de qualité. Une climatisation de qualité doit apporter au client au moindre coût et de manière durable, le confort attendu.

L'offre Climatisation performante vise donc à satisfaire le client sur ces deux attentes vis-à-vis d'une climatisation de qualité :

- Le confort dans la durée grâce à des entreprises partenaires d'EDF (par la suite appelé « l'Entreprise ») qui par leur adhésion au Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF» et dans le cadre de l'exercice de leur profession, se sont engagées à se conformer à des principes de qualité du service rendu au client :
 - o Le respect de la réglementation professionnelle,
 - o Le respect de l'environnement,
 - o La qualité des produits proposés,
 - o Un conseil personnalisé au client,
 - o La pose de climatiseur dans les règles de l'art.
 - o Des contrôles sur la qualité des installations
- Le moindre coût grâce à des matériels ou système économes en énergie et à l'attribution d'une Prime économies d'énergie soutien public versé par EDF permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Guyane en application de la délibération CRE du 2 février 2017 portant communication relative à la méthodologie d'examen des petites actions visant la maîtrise de la demande portant sur les consommations d'électricité dans les zones non interconnectées intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie.

L'offre Climatisation d'EDF s'appuie sur les actions du cadre territorial de compensation de la Guyane suivantes actées par la CRE dans sa délibération du janvier 2019 portant décision relative aux cadres territoriaux de compensation pour les petites actions de MDE en Corse, Guadeloupe, Guyane, Martinique, à Mayotte et à la Réunion :

- Guyane/ Particuliers/ BAR - Climatiseur performant A++ (France d'outre-mer)
- Guyane/ Particuliers précaires/ BAR - Climatiseur performant A++ (France d'outre-mer)
- Guyane/ Particuliers/ BAR - Climatiseur performant A+++ (France d'outre-mer)
- Guyane/ Particuliers précaires/ BAR - Climatiseur performant A+++ (France d'outre-mer)
- Guyane/ Professionnels/ BAT - Climatiseur performant de classe A++ (France d'Outre mer)

- Guyane/ Professionnels/ BAT - Climatiseur performant de classe A+++ (France d'Outre mer)
- Communes Intérieures Guyane - accès routier/ Particuliers précaires/ BAR - Installation initiale de climatiseur performant A+++
- Communes Intérieures Guyane - accès routier/ Particuliers précaires/ BAR - Remplacement de climatiseur par un climatiseur performant A+++
- Communes Intérieures Guyane - accès routier/ Professionnels/ BAT - Climatiseur performant de classe A++ (France d'Outre mer)
- Communes Intérieures Guyane - accès routier/ Professionnels/ BAT - Climatiseur performant de classe A+++ (France d'Outre mer)
- Communes Intérieures Guyane - accès fluvial et/ou aérien/ Particuliers précaires/ BAR - Installation initiale de climatiseur performant A+++
- Communes Intérieures Guyane - accès fluvial et/ou aérien/ Particuliers précaires/ BAR - Remplacement de climatiseur par un climatiseur performant A+++
- Communes Intérieures Guyane - accès fluvial et/ou aérien/ Professionnels/ BAT - Climatiseur performant de classe A++ (France d'Outre mer)
- Communes Intérieures Guyane - accès fluvial et/ou aérien/ Professionnels/ BAT - Climatiseur performant de classe A+++ (France d'Outre mer)

Les présentes Conditions d'Application ont pour objet de définir les conditions du partenariat entre EDF et l'Entreprise Partenaire Agir Plus d'EDF (ci-après l' « Entreprise ») pour l'offre Climatisation.

2 SYNTHÈSE DE L'OFFRE CLIMATISATION

Peut bénéficier de l'offre Climatisation, tout client de l'Entreprise ayant acquis et fait installer un climatiseur sur le territoire de Guyane selon les conditions d'éligibilité suivantes :

Terminologie :

- **Classe de l'appareil** : Depuis le 1er janvier 2013, la directive ERP 2013 (Energy Related Products) fixe les nouvelles exigences de performance pour les climatiseurs dont la capacité de refroidissement est inférieure ou égale à 12kW.
- **SEER** (Seasonal Energy Efficiency Ratio) : est le coefficient d'efficacité frigorifique. C'est le rapport entre l'énergie fournie par l'appareil (énergie "utile") et celle qui a été nécessaire pour la produire. Plus le SEER est élevé, plus l'appareil est efficace.
- **Bâtiment existant** : bâtiment pour lequel la date d'achèvement des travaux remonte à plus de 2 ans.

Clients et travaux concernés :

Critères	Secteur	Résidentiel / Résidentiel – en situation de précarité énergétique	Tertiaire
Type de bâtiments		Maisons individuelles existantes/neuves ou appartements existantes/neufs	Locaux existants/neufs réservés à une utilisation professionnelle, de surface totale inférieure à 10 000 m².
Travaux concernés		<ul style="list-style-type: none"> - Dépose d'un climatiseur existant et remplacement par un climatiseur répondant aux critères techniques du tableau suivant - Mise en place d'un climatiseur neuf répondant aux critères techniques du tableau ci-après 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépose d'un climatiseur existant et remplacement par un climatiseur répondant aux critères techniques du tableau suivant - Mise en place d'un climatiseur neuf répondant aux critères techniques du tableau ci-après

Critères techniques :

Critères	Secteur	Résidentiel / Résidentiel – en situation de précarité énergétique	Tertiaire
Puissance du climatiseur		Pour un 9 000 BTU/h	Comprise entre 9 000 et 28 000 BTU/h avec un besoin inférieur à 50 kW froid
Type de l'équipement		Classe A++, A+++ fixe, individuel (monosplit) ou regroupé (multisplit), certifié EUROVENT avec un coefficient de performance (SEER) supérieur ou égal à 6,1 pour le résidentiel et le tertiaire.	
Conditions de pose		Equipement installé par un professionnel	
Modalité d'entretien		Contrat de maintenance obligatoire à l'achat (d'une durée minimum de 1 an)	

Primes économies d'énergie :

Elle est différenciée selon le territoire et la puissance de l'appareil posé comme suit :

Pour le secteur résidentiel / Résidentiel – en situation de précarité énergétique

Puissance frigorifique	Classe A++	Classe A+++
9000 BTU	290 €	500 €

Ces primes sont valables sur tout le territoire de la Guyane et pourront se voir substituées dans quelques cas particuliers par des primes plus avantageuses sur les communes de l'intérieure définies ci-après :

Spécifiquement pour les Communes de l'Intérieur accessibles par voie routière¹

Pose initiale d'un climatiseur A+++ ou remplacement de climatiseur existant par un climatiseur A+++

Puissance frigorifique	Classe A+++
9000 BTU	600 €

Pour le remplacement de climatiseur existant par un climatiseur A+++ : majoration de 200€ pour la récupération de l'ancien matériel avec dépose en filière de recyclage

Spécifiquement pour les Communes de l'Intérieur accessibles par voie fluviale et/ou aérienne²

Pose initiale d'un climatiseur A+++ et remplacement de climatiseur existant par un climatiseur A+++

Puissance frigorifique	Classe A+++
9000 BTU	850 €

Pour le remplacement de climatiseur existant par un climatiseur A+++ : majoration 200€ pour la récupération de l'ancien matériel avec dépose en filière de recyclage

¹ On entend par «Communes de l'Intérieur accessibles par voie routière», les communes suivantes : Saint-Georges, Régina (hors écart de Kaw).

² On entend par «Communes de l'Intérieur accessibles par voie Fluviale et/ou Aérienne», les communes suivantes : Ecart de Kaw, Camopi, Ouanary, Saül, Grand-Santi, Papaïchton, Maripasoula, Ecart de Providence. Les 5 écarts du Haut-Maroni sont dans le territoire de la commune de Maripasoula. Les 2 écarts d'Apagui et Monfina dépendent de Grand-Santi

Pour le secteur tertiaire

Puissance frigorifique	Classe A++	Classe A+++
9000 BTU	290 €	500 €
12000 BTU	390 €	660 €
15000 BTU	480 €	810 €
18000 BTU	580 €	980 €
21000 BTU	680 €	1 150 €
24000 BTU	770 €	1 300 €
28000 BTU	900 €	1 530 €

Ces primes sont valables sur tout le territoire de la Guyane et pourront se voir substituées dans quelques cas particuliers par des primes plus avantageuses sur les communes de l'intérieure définies ci-après :

Spécifiquement pour les Communes de l'Intérieur accessibles par voie routière

Puissance frigorifique	Classe A++	Classe A+++
9000 BTU	360 €	620 €
12000 BTU	490 €	830 €
15000 BTU	600 €	1 010 €
18000 BTU	730 €	1 230 €
21000 BTU	850 €	1 440 €
24000 BTU	960 €	1 630 €
28000 BTU	1 130 €	1 910 €

Spécifiquement pour les Communes de l'Intérieur accessibles par voie fluviale et/ou aérienne

Puissance frigorifique	Classe A++	Classe A+++
9000 BTU	510 €	880 €
12000 BTU	680 €	1 160 €
15000 BTU	840 €	1 420 €
18000 BTU	1 020 €	1 720 €
21000 BTU	1 190 €	2 010 €
24000 BTU	1 350 €	2 280 €
28000 BTU	1 580 €	2 680 €

Mise en œuvre opérationnelle de l'offre climatisation performante :

La mise en œuvre de l'offre s'appuie sur les Conditions Générales du Contrat de partenariat installateur Agir Plus d'EDF.

Les différents articles de ces dernières sont complétés par les éléments suivants qui précisent et détaillent les critères d'éligibilité de l'offre climatisation performante.

3 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DES CONDITIONS GENERALES SPECIFIQUES A L'OFFRE CLIMATISATION

3.1 Complément article 3 des CG : Zones d'intervention, compétences métier et assurances professionnelles

L'Entreprise :

- se conforment aux règles et prescriptions attachées aux travaux qu'il réalise (règles de l'art, règles de sécurité dont notamment « travail en hauteur », DTU, Avis Techniques, préconisations fournisseur des climatiseurs
 - est avertie des responsabilités professionnelles qui lui incombe (notamment celles qui s'appliquent aux particularités des systèmes de climatisation individuelle qu'elle installe.
 - a souscrit aux assurances professionnelles nécessaires à l'exercice de son activité.
 - est à jour de ses obligations sociales et fiscales.
 - au travers de sa demande d'adhésion, l'Entreprise manifeste sa volonté de contribuer durablement, activement et directement, au développement de la filière climatisation en Guyane avec un souci permanent de qualité.
 - a les compétences requises pour la pose des climatiseurs et la gestion des fluides frigorigènes ;
 - possède l'attestation de capacité à manipuler des fluides frigorigènes, en cours de validité doit justifier de son adhésion à une charte de qualification (QualiPAC chauffage et ECS, Qualibat 5231 ou Qualif Elec PAC1ou2) en lien avec le type de travaux réalisés au plus tard le 1er juillet 2020.
-
- doit remettre chaque année à EDF les documents suivants :
 - o une attestation indiquant qu'elle est à jour de ses cotisations fiscales et sociales,
 - o l'attestation de capacité
 - o une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité
 - o une attestation d'assurance décennale en cours de validité
 - o une attestation en cours de validité pour le signe de qualité RGE

En cas de sous-traitance, l'Entreprise doit :

- faire appel exclusivement pour l'installation de climatisation à des installateurs disposant d'une qualification valide à la date d'engagement des travaux, sur les domaines concernés et remettre à EDF le certificat qualité correspondant.

3.2 Complément article 4 des CG : formation / information :

A l'adhésion, l'Entreprise recevra une formation dispensée par l'animateur filière EDF sur les enjeux énergétiques de la Guyane, sur le partenariat Installateur Agir Plus d'EDF, sur le montage des dossiers permettant le versement de la Prime économies d'énergie. Tous les documents nécessaires au bon fonctionnement du partenariat seront remis à l'Entreprise à la signature de la convention ;

L'Entreprise sera formée par EDF à l'utilisation de l'outil de pilotage extranet permettant le dépôt des dossiers quand celui-ci sera opérationnel pour l'offre Climatisation. A l'issue de cette formation, un numéro d'agrément sera remis à l'Entreprise.

3.3 Complément article 5 des CG : démarche commerciale :

Mécanisme général de mise en œuvre de l'offre Climatisation par les parties

L'Entreprise:

- dispose d'un délai de 48 h pour rappeler le client après réception d'une demande de devis ;
- expose à son client l'offre Climatisation et les conditions d'attribution de la Prime économies d'énergie correspondante ;
- préconise du matériel répondant au besoin du client et conforme aux critères techniques de l'offre Climatisation;
- présente, sous huit (8) jours maximum, un devis détaillé à son client en faisant apparaître clairement la Prime économies d'énergie, son montant à déduire ainsi le cas échéant que ses modalités de

- calcul, ainsi que le cadre de contribution si le bénéficiaire est une personne physique ou un syndic de copropriété ;
- fait signer le devis à son client ainsi qu'une attestation sur l'honneur (signée bénéficiaire de l'opération) ;
- réalise les travaux en respectant les conditions de l'article 3.4 des présentes Conditions d'Application puis signe elle-même l'attestation sur l'honneur. La date de signature doit être postérieure à la réalisation des travaux ;
- met en service l'installation en respectant les conditions de l'article 3.5 ;
- constitue le dossier client pour obtenir le remboursement des Primes économies d'énergie, dans le respect de l'article 3.7.

Critères techniques et clients concernés :

Les travaux susceptibles d'être réalisés sont à minima conforme aux exigences des fiches d'opérations standardisées CEE suivantes :

- BAR-TH-141 : Climatiseur de classe A (France d'outre-mer) – Résidentiel ;
- BAT-TH-115 : Climatiseur de classe A (France d'outre-mer) - Tertiaire.

Le détail de ces fiches est disponible sur le site du ministère de l'environnement.

Les critères techniques sont définis à l'article 2.

L'Entreprise valide avec EDF l'éligibilité de tout nouveau système avant propositions aux clients.

Primes économies d'énergie :

EDF verse une Prime économies d'énergie, soutien public permettant de prendre en charge tout ou partie du surcoût de ce type de matériel. Cette prime pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de la Guyane en application de la délibération CRE du 2 février 2017 intègre et complète la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie, variable en fonction du type de pose et de la catégorie de client. Chaque prime est à répercuter intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un climatiseur dans les conditions de l'offre.

Le montant des Primes économies d'énergie est fondé sur la prime optimale définie dans le cadre territoriale de compensation de la Guyane pour les actions citées dans l'article 1. Elle est différenciée selon la puissance de l'appareil posé comme indiqué à l'article 2.

La prime est destinée à l'investisseur (promoteurs immobiliers, particuliers, entreprises ou collectivités).

En règle générale, la participation financière d'EDF ne s'applique pas aux bâtiments résidentiels, tertiaires, industriels bénéficiant d'une subvention financière de l'ADEME. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

En règle générale, la présente convention ne s'applique pas si l'investisseur ou le co-financeur est l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat). Dans ces cas, une convention spécifique sera établie entre EDF et l'investisseur. Néanmoins il peut y avoir des exceptions dans certains cas particuliers. Une convention spécifique avec des niveaux de Primes économies d'énergie adaptées pourra être établie entre EDF et le bénéficiaire.

Les primes sont répercutées intégralement par l'Entreprise sur le devis et la facture du client pour toute installation d'un climatiseur dans les conditions requises. La Prime économies d'énergie pour l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est à ce titre pas soumise à TVA. Elle sera donc déduite du montant TTC du devis et de la facture quand la TVA n'est pas déductible ou du montant HT dans le cas contraire.

La Prime économies d'énergie ne peut être attribuée qu'une fois pour une installation donnée et elle ne pourra être réattribuée pour un nouvel équipement qu'à l'issue de la période correspondant à la durée de vie du précédent équipement primé :

- Durée de vie pour un climatiseur : 9 ans

Un bilan périodique des résultats obtenus sera réalisé entre EDF et les partenaires Agir Plus d'EDF. Le montant de la Prime économies d'énergie pour les clients en situation de précarité est susceptible d'évoluer en fonction de l'efficacité de cette prime.

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif, l'Entreprise s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'elle serait amenée à connaître dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A l'exception de la transmission à EDF notamment au travers des pièces justificatives, l'Entreprise s'engage à ne les divulguer en aucun cas, sous aucune forme, à quiconque.

3.4 Complément article 6 des CG : réalisation des travaux :

L'Entreprise s'engage :

- à concevoir et installer le système dans les règles de l'art et le respect de la réglementation en notamment :
 - o l'implantation des unités intérieures et extérieures en tenant compte des contraintes acoustiques et esthétiques ;
 - o l'interdiction du dégazage dans l'atmosphère des fluides frigorigènes ;
 - o l'obligation de récupération des fluides frigorigènes en cas de remplacement ;
 - o le tirage au vide obligatoire du circuit ;
 - o la recherche des fuites dès la mise sous pression ;
 - o la délivrance du certificat de contrôle d'étanchéité ;
 - o le respect de la norme NF-C15-100 pour toute puissance supérieure à 5 kW froid ;
 - o l'utilisation de supports et visseries traités anticorrosion et des plots anti-vibratiles ;
 - o l'utilisation de cuivre de qualité frigorifique, l'isolation des liaisons frigorifiques et le traitement anti-UV des parties extérieures ;
 - o le respect des diamètres préconisés par le constructeur ;
 - o le traitement correct de l'évacuation des « condensats » (pente, siphon si raccordement sur eaux usées).
- à informer EDF par tous moyens de la date de début des travaux afin d'organiser des visites de contrôle en cours du chantier.
- réalise les travaux dans un délai de six (6) mois suivant la signature du devis. Passé ce délai, EDF ne garantit plus le remboursement de la Prime économies d'énergie.

3.5 Complément article 7 des CG : livraison – mise en main – après-vente :

L'Entreprise s'engage à :

- procéder à la réception des travaux en présence du client ;
- à tenir EDF informée du déroulement de l'opération, et des réactions éventuelles des utilisateurs quant à leur satisfaction sur l'opération menée et les matériaux posés
- à respecter vis à vis de son client, les conditions de garantie définies dans le contrat de vente signé avec ce dernier.
- livrer l'installation en respectant notamment les points suivants :
 - o régler et mettre en service l'installation, puis procéder à la réception des travaux en présence du client ;
 - o expliquer le fonctionnement de la télécommande et le principe de nettoyage des filtres (tous les mois), laisser au client le mode d'emploi ;
 - o inviter le client à régler une température de consigne de 24°C (sauf application spécifique type laboratoire) ;
 - o assurer au client une garantie minimale de 1 an (pièces et main d'œuvre) sur le climatiseur posé et intervenir sous 48 heures ouvrables ;
 - o proposer un contrat d'entretien (obligatoire pour la Prime économies d'énergie au moment du devis, par un installateur avec au minimum :

Contrôle du bon fonctionnement général (température, débit d'air)
Détection de fuite
Vérification : HP et BP (selon possibilités)
Charge de fluide frigorigène en cas de détection de fuites et mise en place de matériel de marquage
Contrôle des températures des circuits évaporateur et condenseur
Essais de sécurité HP et BP
Contrôle des régulations et réglages s'il y a lieu
Vérification de l'encrassement des batteries, nettoyage éventuel
Vérifications électriques (intensité, isolement, serrage des connexions)
Traitement des points de rouille
Nettoyage ou remplacement des filtres
Contrôle du bon écoulement des eaux de condensation
Contrôle des volutes et du moteur électrique

Démontage volute et bac à condensat pour nettoyage complet
Traitement de l'unité intérieure avec un produit bactéricide
Contrôle final de bon fonctionnement
Etablissement et remise du bon de visite au client

- assurer la récupération et le traitement conforme des déchets issus de l'activité (fluides frigorigènes, Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques,...) ;
- informer des clients des autres possibilités permettant de faire des économies d'énergies (conseil sur le bâti, éclairage performant, chauffe-eau solaire, etc...) ;
- informer les clients du passage éventuel d'un auditeur mandaté par EDF, après travaux, pour le contrôle de l'installation.

3.6 Complément article 8 des CG : Qualité des travaux et suivi de la satisfaction client:

Des contrôles sur site concernant au moins 10 % des installations frigorifiques annuelles de l'Entreprise seront réalisés par un auditeur désigné par EDF. Les contrôles seront effectués selon les modalités du cahier des charges validé par le comité MDE de Guyane. Ce contrôle sera mis en place en continu par EDF sur la base des informations transmises au fil de l'eau via l'outil extranet. Le contrôle s'appuiera, pour le volet technique, sur la fiche de contrôle de la qualification QualIPAC chauffage et ECS. Il portera notamment sur les points suivants :

- l'interdiction du dégazage dans l'atmosphère des fluides frigorigènes ;
- l'obligation de récupération des fluides frigorigènes en cas de remplacement ;
- le tirage au vide obligatoire du circuit ;
- la délivrance du certificat de contrôle d'étanchéité ;
- le respect de la norme NF-C15-100 pour toute puissance supérieure à 5 kW ;
- l'utilisation de supports et visseries traités anticorrosion ;
- l'utilisation de cuivre de qualité frigorifique, l'isolation des liaisons frigorifiques et le traitement anti-UV des parties extérieures ;
- le respect des diamètres préconisés par le constructeur ;
- le traitement correct de l'évacuation des « condensats » (pente, siphon si raccordement sur eaux usées).
- l'implantation des unités intérieures et extérieures en tenant compte des contraintes acoustiques et esthétiques ;
- la recherche des fuites dès la mise sous pression ;
- l'utilisation des plots anti-vibratiles
- la cohérence entre les éléments mentionnées dans les factures et ceux réellement présents sur l'installation.

Dans le cas où les contrôles révéleraient des réserves (au sens des définitions des Conditions Générales), l'Entreprise en sera informée et devra tout mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, dans la semaine suivant la notification des réserves. Des contre-visites pourront être exigées par EDF.

Le remboursement de la Prime économies d'énergie ne sera réalisé qu'après la mise en conformité des installations, sauf dans le cas où une réserve majeure porte sur l'impossibilité de bénéficier de la Prime économies d'énergie pour lequel celle-ci ne sera pas remboursée à l'Entreprise (dans le cas où la Prime économie aurait déjà été versée, le partenaire s'engage à la rembourser).

Si l'installation a été modifiée par le client postérieurement aux travaux, la responsabilité de l'Entreprise ne sera pas engagée.

Le résultat de ce contrôle pourra également conditionner la poursuite par EDF, du partenariat avec l'Entreprise.

3.7 Complément article 9 des CG : Transmission de documents pour la validation des dossiers

Constitution des dossiers l'offre Climatisation par l'Entreprise

Pour chaque secteur, résidentiel ou tertiaire, un dossier complet est composé des éléments comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Eléments du dossier Client

<p>Le devis client ou facture-devis mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - la « Prime économies d'énergie » suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Guyane intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en € / m², et du montant total de la prime ;, la « Mise en place d'un climatiseur » avec sa marque et sa référence ; - la puissance frigorifique et la classe énergétique - dans le cas d'un remplacement la « Dépose du climatiseur existant ». - les mentions: « bon pour accord » ou « devis accepté le », la date d'engagement et la signature du client obligatoirement manuscrites avec le cachet du client si c'est une personne morale. 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Si le chantier fait l'objet d'une sous-traitance :</p> <p><u>*le sous-traitant est connu à la création du devis :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'entreprise xxxxx dont le numéro d'immatriculation est xxxx et la référence RGE est yyyy». (obligatoire pour les clients personnes physiques)</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis mais fait partie d'une liste définie de sous-traitant :</u> Ajouter sur le devis : « Le client est informé que les travaux seront sous-traités à l'une des entreprises mentionnées ci-après » suivi de la liste des entreprises avec leurs numéros d'immatriculation et leur référence RGE (obligatoire pour les clients personnes physiques).</p> <p><u>*le sous-traitant n'est pas connu à la création du devis :</u> Le partenaire ou l'entreprise titulaire du marché fait signer à son client pour acceptation en amont des travaux (au plus tard le jour de la réalisation) un document dans lequel il fait part de son intention de sous-traiter tout ou partie des travaux et précise l'entreprise sous-traitante et ses domaines de qualifications (dont RGE si les travaux l'exigent).</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>La facture client ou facture-devis client conforme à la législation en vigueur mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse des travaux ; - la Prime économies d'énergie, suivi de « soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Guyane intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie », du montant unitaire exprimé en € / m², et du montant total de la prime ; - la « Mise en place d'un climatiseur » avec sa marque et sa référence - la puissance frigorifique et la classe énergétique - dans le cas d'un remplacement la « Dépose du climatiseur existant ». 	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>L'attestation sur l'honneur renseignée et signée par l'Entreprise et le client. La date d'engagement de l'opération est la date d'acceptation de réalisation de l'opération (ex : date du devis ou du bon de commande). La date de signature de l'Entreprise est postérieure à la réalisation des travaux. Attention ce document équivaut à un CERFA et ne doit en aucun cas être modifié.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Pour les personnes physiques et les syndicats de copropriété, le cadre de contribution rempli</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Le certificat Eurovent en cours de validité permettant de justifier le SEER du climatiseur</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Une copie du contrat de maintenance</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
<p>Une photo de l'installation</p>	<input checked="" type="checkbox"/>

Transmission des dossiers et validation par EDF

Les dossiers de l'offre Climatisation sont à transmettre par l'Entreprise à EDF via un outil de pilotage extranet sécurisé au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date de fin des travaux. Passé ce délai, la Prime économies d'énergie correspondante ne pourra plus être réclamée par l'Entreprise à EDF.

L'Entreprise devra y saisir ses affaires, scanner les dossiers d'une taille unitaire maximale de 1 Mo, constituer ses bons de remboursement et suivre l'état d'avancement de ses remboursements.

Tout dossier incomplet, comportant des ratures ou modifications apparentes, ou présentant des non-conformités par rapport aux attentes ne sera pas accepté et n'ouvrira donc pas droit à remboursement. Une demande de complément ou de correction sera alors demandée par EDF.

Les dossiers non conformes feront l'objet d'une demande de complément ou de correction transmise à l'Entreprise par EDF via mail indiquant la (les) non-conformité(s) à corriger sous un délai de dix (10) jours ouvrés.

L'Entreprise s'engage à monter des dossiers de qualité. Ainsi, EDF se réserve le droit de refuser de valider tout dossier ayant été déjà refusé trois (3) fois pour causes de pièces incomplètes ou invalides.

EDF s'engage à valider chaque dossier dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de l'ensemble des pièces conformes.

Modalité de remboursement des Primes économies d'énergie.

L'Entreprise établit une facture mensuelle récapitulative des Primes économies d'énergie avancées correspondante aux dossiers Climatisation complets déposés et validés par EDF, qu'il doit scanner et déposer au plus tard le dix (10) du mois M+1 sur le portail extranet partenaire.

La facture devra :

- Porter précisément et exclusivement sur les dossiers validés,
- Mentionner le numéro du Bon de Remboursement affecté lors de chaque saisie dans le portail extranet partenaire.
- Faire apparaître distinctement la Prime économies d'énergie ou la Prime économies d'énergie « coup de pouce ». La Prime économies d'énergie, en tant qu'aide à l'acquisition d'équipement permettant des économies d'énergies n'est pas soumise à TVA.
- Mentionner toute taxe additionnelle.

Au regard du suivi comptable mis en place par EDF, une régularité de la facturation de l'Entreprise est indispensable.

Dans tous les cas, le paiement effectif des Primes économies d'énergie et par conséquent le maintien du partenariat sera conditionné par les résultats des contrôles comme définis à l'article 8 des Conditions générales.

La dépense afférente est mandatée et liquidée par EDF qui engage le paiement à trente (30) jours à date de réception de facture par virement bancaire sur le compte :

Code Banque :	
Code Guichet :	
N° du Compte :	Clé RIB :
Nom de la Banque :	
Adresse de la banque :	

L'Entreprise transmet directement, chaque mois, l'original de la facture récapitulative des Primes économies d'énergie dues à :

EDF Service Logistique Financier (SLF)
« Offre Climatisation »
74, Boulevard Nelson Madiba Mandela
BP 6002
97306 CAYENNE CEDEX

Il devra également adresser à son interlocuteur EDF chargé du suivi de la présente convention, une copie de la facture par messagerie électronique.

Important :

Dans le cadre de ses relations commerciales permanentes avec les consommateurs d'électricité (notamment les clients entreprises et collectivités), EDF est susceptible de passer des conventions de partenariat MDE directement avec ces clients. Ces conventions peuvent prévoir le versement des Primes économies d'énergie. Il est entendu que les climatiseurs faisant déjà l'objet de versement des Primes économies d'énergie au travers d'une convention de partenariat MDE conclue entre EDF et le client ne peuvent faire l'objet d'une seconde Prime économies d'énergie versée dans le cadre du contrat de partenariat Installateur d'Agir Plus d'EDF.

Afin d'éviter ce risque de doublon, l'Entreprise doit vérifier auprès de son client que celui-ci n'a pas déjà signé une convention MDE avec EDF, portant sur le versement des Primes économies d'énergie pour les climatiseurs concernés.

3.8 Complément article 10 des CG : Autorisation d'utilisation de la marque EDF :

EDF est propriétaire de tous les supports, logotypes (Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF et supports publicitaires), slogans des campagnes de communication liées à l'opération. Elle pourra, à la demande de l'Entreprise signataire, l'autoriser à utiliser ces supports pour des opérations commerciales ou des communications conformes au Contrat de partenariat Installateur Agir Plus d'EDF (insertion du logo de l'Offre sur papier à en-tête, devis, marquage sur véhicule, etc.).

Dans tous les cas de figure, toute utilisation par l'Entreprise des supports, après une demande écrite adressée à EDF, devra faire l'objet d'un accord écrit par EDF.

3.9 Complément de l'article 15 des CG : Suspension et résiliation du contrat

Le taux de réserve mineure est de 20 % des dossiers affaires Au-delà de ce taux, EDF pourra résilier le contrat de partenariat.

Pour les réserves majeures,

- La **première** réserve majeure constatée entraînera l'émission d'un courrier d'avertissement ;
 - La **deuxième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de trois (3) mois ;
 - La **troisième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée de six (6) mois
- La **quatrième** réserve majeure constatée pourra entraîner une suspension du partenariat pendant une durée d'un (1) an ;

Toute réserve relevant d'une fraude manifeste entrainera la résiliation du contrat de partenariat.